

Fiche

La société française connaît d'importantes mutations de 1870 à 1914. L'enracinement de la République s'accompagne du triomphe de la bourgeoisie, mais aussi de l'émergence d'une classe ouvrière nombreuse qui s'organise et se politise de plus en plus, ce qui conduit parfois à des affrontements et des tensions avec les autorités. De nouvelles lois entérinent peu à peu cette nouvelle réalité, dont les conséquences culturelles sont également importantes.

I. Une société marquée par la révolution industrielle

1. La révolution industrielle française

- Dans les années 1880, la seconde révolution industrielle transforme les héritages de la première révolution industrielle. Celle-ci était fondée sur le charbon, la métallurgie et le textile. Ces industries sont encore celles qui emploient le plus, notamment dans le Nord et en Lorraine.
- La seconde révolution industrielle est fondée sur le pétrole, l'électricité (la France est un des premiers pays à entreprendre un équipement hydroélectrique) et voit le développement de l'automobile, avec Peugeot, Renault ou Citroën, ainsi que Panhard et Levassor.
- Ce sont ces secteurs de l'industrie qui triomphent lors des **expositions universelles**. Celle de 1889 est marquée par la tour Eiffel, construite en fer puddlé, produit industriel phare de la métallurgie de la fin du XIX^e siècle. Les secteurs les plus dynamiques de l'économie française ne représentent toutefois qu'une part peu importante du total des profits.
- Des difficultés structurelles apparaissent toutefois en France. La première est le **manque d'investissement**, les Français préférant investir dans l'immobilier ou les emprunts d'État plutôt que dans l'industrie. Les entreprises sont encore peu concentrées en grands groupes et 99 % d'entre elles sont des petites entreprises de moins de 50 salariés. Une reprise économique a cependant lieu au début du XX^e siècle, qu'on qualifia plus tard, après la Première Guerre mondiale, de « **Belle Époque** ».

2. L'émergence de nouvelles élites

- Dans ce contexte, la bourgeoisie triomphe et en premier lieu la **bourgeoisie d'affaires**, comme la famille Schneider, qui transforme la ville du Creusot dans une logique paternaliste. D'autres familles issues de l'aristocratie ont également fait fortune dans l'industrie, comme les Wendel, en Lorraine.
- Vient ensuite la bourgeoisie des marchands, ainsi que des professions libérales. Enfin, la petite bourgeoisie et certains employés constituent l'ébauche d'une **classe moyenne**, qui profite de l'accès à une plus large consommation et à la propriété.

3. La classe ouvrière et ses diversités

- **Le monde ouvrier connaît une croissance numérique importante**. On passe de 20 % de la population active en 1870 à 30 % en 1914.
- Derrière ces chiffres se cachent des réalités très diverses. **L'ouvrier travaillant à la chaîne** apparaît dans les années 1890, avec les premières applications du **taylorisme** en France, mais les ouvriers d'usines traditionnelles sont encore largement plus nombreux. Il faut leur ajouter les ouvriers travaillant dans les ateliers et les petites entreprises, ainsi que les ouvriers travaillant à domicile ou encore les journaliers. Enfin, les femmes constituent 30 % de l'emploi dans le monde ouvrier.
- Leurs conditions de vie sont pénibles, avec une **durée du temps de travail longue**, dix heures par jour minimum, et une part importante du budget consacrée au logement et à l'alimentation. Dans les mines, les conditions de travail et de sécurité sont souvent difficiles et dangereuses. En 1906, à Courrières, une explosion dans la mine fait plus de mille morts.

 Exercice n°1

II. Les spécificités de la démographie française

Malgré la révolution industrielle, la France reste majoritairement rurale. Il faudra attendre 1931 pour voir les urbains devenir plus nombreux. Ceci cache d'importantes diversités.

1. Le poids des ruraux

- **56 % des Français sont ruraux en 1914**. Il s'agit pour l'essentiel de paysans qui sont des petits propriétaires, dans le cadre d'exploitations de moins de 10, voire de 5 hectares.
- Les conditions de vie sont souvent difficiles, mais elles sont variables suivant les régions. La vie rurale est marquée par la

permanence du poids des notables, même si la scolarité obligatoire issue des lois Ferry transforme les mentalités et contribue à limiter les diversités régionales.


2. Une agriculture en crise

- **L'agriculture française est encore peu productive** avant 1914. Toutefois, il faut attendre 1913 pour que la richesse produite par l'industrie dépasse celle produite par l'agriculture.
- À l'exception de certaines exploitations et de certaines régions, comme les terres à blé du Bassin parisien, la petite taille des exploitations empêche l'investissement dans des machines-outils ou des engrais et la productivité reste faible. Cette agriculture, qui nécessite pourtant de nombreux bras, peine toutefois à fournir un emploi stable à l'ensemble des jeunes actifs ruraux.

3. Le monde rural et la démographie française

- La demande de main-d'œuvre au sein de l'industrie conduit à un **important exode rural**. En effet, la croissance démographique de la France est faible. Le seuil des 40 millions d'habitants est à peine atteint en 1914. Cela s'explique notamment par le **malthusianisme des classes moyennes**, la France étant le pays d'Europe comptant le plus d'enfants uniques au début du ^{xx}e siècle.
- Ainsi, les **migrations interrégionales** agissent en compensation. Les zones de départ sont surtout celles où l'emploi rural est en crise. À l'arrivée en ville, les emplois sont souvent pratiqués en fonction de la région d'origine : les maçons du Limousin, les ramoneurs savoyards ou encore les chiffonniers ou les cafetiers auvergnats, ainsi que les domestiques bretons sont nombreux à Paris.
- À ceux-là s'ajoute une **immigration internationale** de plus en plus importante, provenant surtout des pays européens voisins. En 1900, on compte en France environ un million d'immigrés, dont 330 000 Italiens et 320 000 Belges, suivis par 80 000 Espagnols et autant d'Allemands. Les Belges sont travailleurs saisonniers dans l'agriculture maraîchère du Bassin parisien ou mineurs dans le Nord. Les Italiens constituent une part de plus en plus importante des immigrés dans les années 1890. Des réactions xénophobes ont parfois lieu comme à Aigues-Mortes en 1893, où un pogrom contre les immigrés italiens fait une dizaine de morts.

 [Exercice n°2](#)

 [Exercice n°3](#)

III. L'affirmation de nouvelles forces politiques et sociales

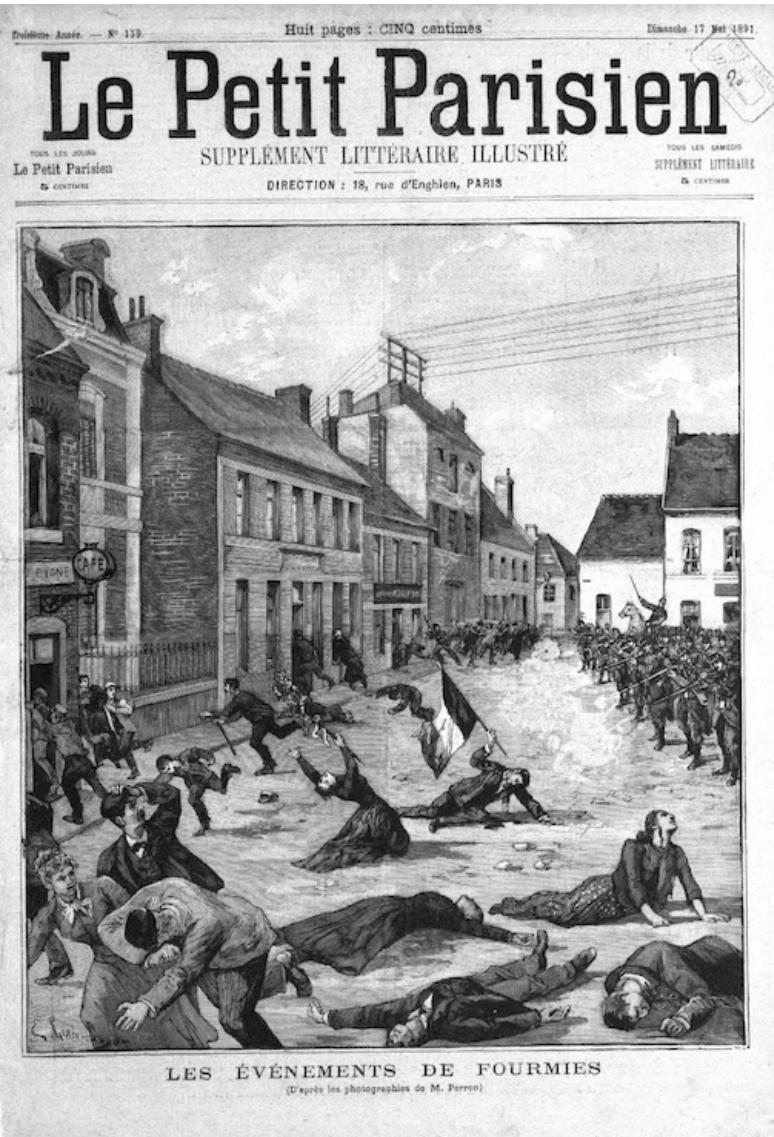
Cette société profondément transformée est traversée par des revendications visant à prendre en compte les spécificités de la classe ouvrière. Celle-ci s'est en effet dotée d'un ensemble d'organisations visant à sa défense.

1. Les organisations ouvrières

- Une partie des ouvriers donne à ses revendications une tonalité politique. Le socialisme présente un nouveau visage à la fin du ^{xix}e siècle. À la génération des socialistes « utopistes » a succédé celle des militants marxistes. Jules Guesde dirige le Parti ouvrier de France. **En 1905, avec d'autres partis, il fonde la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)**. Ils comptent 52 députés en 1906 et 103 en 1914. Mais ils restent divisés entre révolutionnaires, autour de Jules Guesde, et réformistes, incarnés par Jean Jaurès.
- **Les syndicats constituent l'autre axe de l'action ouvrière. En 1884, les syndicats ont été autorisés par la loi Waldeck-Rousseau.** En France, les syndicats sont marqués par leur logique révolutionnaire. Leur action est avant tout politique et vise à contribuer à la perspective d'une révolution. En 1895, la Confédération générale du travail (CGT) est créée. En 1906, la charte d'Amiens définit sa stratégie : celle de la grève générale, destinée à déstabiliser la société capitaliste. La syndicalisation des ouvriers français reste toutefois limitée et inférieure à celle constatée dans les pays voisins, où les syndicats ont choisi la voie réformiste.

2. Les luttes ouvrières

Une du *Petit parisien* du 17 mai 1891



- Le mouvement ouvrier connaît des luttes importantes. La plupart des grèves et occupations d'usines restent organisées à l'échelle d'une entreprise ou d'une ville, avec une revendication précise. La répression est souvent très dure et peut conduire à des licenciements ou à un recours aux forces de l'ordre. **Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, dans le Nord, la troupe tire sur les manifestants qui revendiquent la journée de huit heures, causant neuf morts et trente-cinq blessés.**
- Après la fondation de la CGT, les grèves changent d'échelle et deviennent générales. En 1906 et 1909, de grandes grèves sont organisées, caractérisées par des affrontements et des arrestations.

3. La législation sociale

- Ces luttes conduisent à la prise en compte par le pouvoir de la nécessité des mesures sociales, dans la lignée de celles qui avaient été amorcées pendant le second Empire. Elles restent toutefois limitées.
- **En 1892, le temps de travail des femmes et des enfants (qui peuvent travailler dès l'âge de 12 ans) est limité. En 1893, on met en place une loi sur la sécurité et l'hygiène dans les lieux de travail. En 1906, on rétablit le repos dominical.** Toutefois, la revendication d'une limitation du temps de travail des hommes par la loi ne sera satisfaite qu'en 1919.

4. La condition des femmes évolue lentement

- La condition des femmes dépend du milieu social auquel elles appartiennent. Dans le **monde rural et ouvrier, le travail féminin est la règle** et la condition de la survie économique des familles. Dans le monde **bourgeois**, l'idée de la **femme au foyer** s'impose et gagne à mesure que s'affirme la classe moyenne.
- C'est en premier lieu des femmes issues des élites que viennent les **demandes d'émancipation**. Celles-ci rencontrent l'hostilité de la classe politique, notamment sur la question du droit de vote, les républicains craignant que les femmes ne votent sous l'influence du clergé, car elles sont davantage pratiquantes que les hommes.
- Depuis le second Empire, il existe toutefois des lycées de filles, grâce à l'action de Victor Duruy. Ceci est généralisé par la **loi Camille Sée** qui, en 1880, ouvre également la Sorbonne aux femmes. Le mouvement ouvrier accorde également une place aux femmes et en 1911, une section féminine de la CGT est créée.

 Exercice n°4

 Exercice n°5

© 2000-2024, rue des écoles